DEMANTELEMENT de la CENTRALE NUCLEAIRE des MONTS D'ARREE

Les associations interpellent les autorités

Cinq associations – Vivre dans les Monts d'Arrée, AE2D, SDN Cornouaille, le Réseau Sortir du Nucléaire et la CRIIRAD – interpellent ce jour le Premier ministre et les ministres de la Santé et de l'Ecologie sur les dysfonctionnements majeurs qui entourent le démantèlement de la centrale nucléaire des Monts d'Arrée, dans le Finistère.

L'option du démantèlement total et immédiat a été retenue alors que les études de l'exploitant indiquent : 1/ qu'elle est plus dangereuse pour les intervenants ; 2/ qu'elle coûte plus cher ; 3/ qu'elle produit plus de déchets radioactifs ; 4/ qu'il n'y a pas de solution de stockage pour les déchets les plus actifs. Toujours selon des documents officiels, le motif déterminant serait l'impact favorable d'une libération rapide du site sur la perception par le public de la filière électronucléaire (sic !)

Les associations demandent l'organisation d'une réunion de travail et des garanties, tant sur le plan de la participation effective du public au processus de décision que sur le plan de la protection sanitaire et environnementale.

Il s'agit notamment d'obtenir :

- **l'organisation d'un débat public** en préalable au lancement de l'enquête publique, conformément aux termes de la convention Aarhus et compte tenu de l'enjeu du dossier, tant au niveau local que national.
- **la réalisation de contre-expertises indépendantes**, en particulier en ce qui concerne 1/ le choix du type de démantèlement, immédiat ou différé ; 2/ l'état des sols et des structures déclarées « assainies » ; 3/ le niveau de contamination résiduelle des déchets dits conventionnels.
- **des garanties sur la fiabilité et l'exhaustivité du dossier** qui sera soumis à l'enquête publique, en particulier en ce qui concerne l'évaluation du terme source, l'état radiologique de l'environnement et l'impact dosimétrique des rejets, tant sur la population que sur les travailleurs.
- **la décontamination** complète de l'environnement, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du site.
- **la publication des seuils** en dessous desquels les déchets contaminés sont considérés comme non radioactifs et peuvent être recyclés : l'enjeu concerne plus de 30 000 tonnes de béton et de ferrailles.
- **la fixation de limites pour les rejets** de polluants dans l'environnement tout au long des travaux de démantèlement (pour l'instant l'Etat donne carte blanche à l'exploitant).

L'enjeu de ce dossier est considérable. En effet, le démantèlement de la centrale nucléaire des Monts d'Arrée doit servir de modèle au niveau national. A ce jour, 39 réacteurs nucléaires ont été arrêtés et ce n'est que le début car la moyenne d'âge des réacteurs en fonctionnement est élevée.

LIRE AUSSI :

- **la lettre adressée** à M. Jean-Louis BORLOO ministre de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement durable.
- **le texte explicatif de 4 pages.**